

Le Panorama de presse quotidien

Nord Pas de Calais - Picardie



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

18 mai 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille

Région
Hauts-de-France
Nord Pas de Calais - Picardie

SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

La transparence pour le verre d'Arc International, qui change de stratégie

...

L'américain PHP qui a pris les commandes du verrier arquois il y a un an à peine, avec un changement de stratégie radical.

Page 8

Le Monde

mercredi 18 mai 2016

Plans sociaux, la vie d'après (1682 mots)

Que sont les ex-Conti devenus? Et les anciens de -Florange, de Petroplus, de PSA Aulnay ou de Good-year, après la signatur...

Page 9

LesEchos

mercredi 18 mai 2016

Loi travail : Hollande se montre ferme face à la CGT (555 mots)

Il n'y a pas eu de sursaut. La sixième journée de mobilisation contre le p...

Page 11

VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

Arsenal, Manège, marché couvert : la Région apportera son soutien

"On sait sur quoi on peut avancer avec la Région", a conclu Arnaud Decagny hier, au terme de la visite de Xavier Bertrand.

Page 13

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

Le bâtiment de la gare, désormais propriété de l'agglo, rouvrira fin 2019

...

Hier, François Decoster, président de la communauté d'agglomération de Saint-Omer, ... Page 14

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(2 articles)

**Courrier
picard**

mercredi 18 mai 2016

L'affaire du port fluvial se clôt en faveur des riverains (619 mots)

L'affaire semble cette fois pliée. À moins d'un énième coup de théâtre, la Société du canal Seine Nord Europe et le Pays no...

Page 16

Les salves de Gonnot et De Valroger (173 mots)

Le projet de canal Seine-Nord ressurgit dans les propos des politiques, à un an de la campagne des élections législatives. ...

Page 17

VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(1 article)

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

Pour la Région, et ses milliers d'agents, la CGT fusionne

...

Page 19

Le syndicat CGT des agents territoriaux du conseil régional a fusionné en rapprochant les Nord-Pas-de-Calais et Picardie...

VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(1 article)

...

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

Le port de commerce s'apprête déjà à battre son record 2015

...

Le port de commerce de Boulogne-sur-Mer est en plein boom depuis deux ans...

Page 21

VP8 - CULTURE

(2 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

Charles Brun attendait son tour depuis si longtemps !

Tandis qu'au bout de la Galerie du Temps, le musée continue de faire le lien avec le bassin minier grâce au cycle consacré au RCL de l'autre côté, ...

Page 23

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

L'ancienne école de natation a commencé sa mue

...

Page 24

A la fin de l'année, l'antenne régionale de l'Institut du monde arabe posera ses premiers cartons dans l'ancienne école de natation devenue maison du projet.

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(2 articles)



mercredi 18 mai 2016

Rentrée studieuse à la première école du numérique (622 mots)

Si je suis bon, je pourrai postuler comme développeur web junior.» Julien, 23 ans, n'est plus au chômage. Ce Noyonnais, don...

Page 26



mercredi 18 mai 2016

Un label national en faveur des chômeurs (172 mots)

Avant même d'accueillir sa première promotion, E2N a reçu en février dernier le label national Grande école du numérique, c...

Page 27

VP10 - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, UNIVERSITÉS

(1 article)



mercredi 18 mai 2016

Interview de Hassane Sadok, président de l'Université du Littoral-Côte d'Opale "Utiliser les points forts de la Région"

Page 29

...
...

VP11 - LYCÉES

(2 articles)



mercredi 18 mai 2016

La Maison familiale et rurale de Samer, une école aux résultats probants

Page 31

Implanté à Samer depuis 1975, l'établissement compte durant cette année...



mercredi 18 mai 2016

Métiers de la fibre optique : le lycée passe la vitesse supérieure (332 mots)

Page 32

Ils PASSERONT en juin leur examen. S'ils réussissent, les 14 apprentis du lycée professionnel Lavoisier, à Méru, deviendront les pre...

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(2 articles)

Le Parisien

mercredi 18 mai 2016

Le torchon brûle entre le club de foot et la municipalité de Beauvais (606 mots)

Page 34

D'UN CÔTÉ, Philippe Enjolras, le président de l'ASBO. De l'autre, Philippe Vibert, l'adjoint au maire de Beauvais chargé des sports ...

Le Parisien

mercredi 18 mai 2016

Le président du Bouc Volley grimace (288 mots)

Page 36

L'annonce par la municipalité des travaux à Pierre-Brisson pour une pelouse hybride d'un coût de 1,2 M€* a réveillé de mauvais souvenirs chez Eri...

POLITIQUE RÉGIONALE

(5 articles)

LA VOIX DU NORD

mercredi 18 mai 2016

Les communistes se mobilisent

Page 38

...

L'union

mercredi 18 mai 2016

L'UDI Manscourt a choisi Juppé (401 mots)

Page 39

Je ne m'engage pas en tant que membre de l'UDI, mais en tant que chef d'entreprise et maire d'une collectivité rurale (NDLR...

Courrier picard

mercredi 18 mai 2016

Caroline Cayeux veut rempiler (378 mots)

Page 40

Je serai candidate». En trois mots, le sénateur maire (LR) de Beauvais a confirmé vendredi 13 mai son ambition de rester à ...

Courrier picard

mercredi 18 mai 2016

Quel nom pour le nouvel établissement ? (84 mots)

Page 41

Beauvaisis, lieu commun de la Communauté d'agglomération du Beauvaisis, qui fusionne avec la Communauté de communes du Beau...

Courrier picard

mercredi 18 mai 2016

Un recours du PS contre le budget du Département (304 mots)

Page 42

Le groupe Somme à gauche (PS et PRG) a annoncé hier qu'il allait saisir le contrôle de légalité afin d'obtenir l'invalidati...

POLITIQUE NATIONALE

(4 articles)

Le Monde

mercredi 18 mai 2016

« Où est passée la voix de la France ? » (1783 mots)

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains (LR), appelle à « refonder profondément le projet européen » au moyen ...

Page 44

Le Monde

mercredi 18 mai 2016

« Ce qui est en cause, c'est le mensonge originel de 2012 »

(453 mots)

Que dites-vous aux électeurs de Mme Le Pen qui partagent ses idées sur l'Europe ?
" Ne jetez pas l'Europe avec l'eau du bain..."

Page 46

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 18 mai 2016

Nicolas Sarkozy passe à l'offensive sur l'Europe (712 mots)

A droite, la campagne officielle pour la primaire n'est pas encore ouverte...

Page 47

LesEchos

LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

mercredi 18 mai 2016

Primaire : sortie de crise (180 mots)

Après deux semaines de tensions sur le vote à la primaire des Français de l'étranger, le bureau politique des Républicains, dans une ambian...

Page 48

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

La transparence pour le verre d'Arc International, qui change de stratégie

L'Américain PHP a pris les commandes du verrier arquois il y a un an à peine, avec un changement de stratégie radical. Les investissements s'accompagnent de la volonté d'attirer du sang neuf.

PAR ANTHONY BERTELOOT
economie@lavoxdunord.fr

ARQUES. Le fonds d'investissement américain Peaked Hill Partners (PHP) est arrivé à Arques fin mars 2015. Très vite, c'est vers une politique d'investissement que le nouvel actionnaire a souhaité s'orienter.

Pour relancer de la production sur le site arquois. Mais avec une moyenne d'âge de ses employés estimée à 51 ans – « contre 44 ou 45 en moyenne dans l'industrie » –, la nouvelle direction estime que

“ **Le plan de maintien de la production fonctionne. Avec même une augmentation de 20 % en volume et en ventes.** ”

le renouvellement des compétences sera plus compliqué : « Il y aura 1 000 départs à la retraite dans les cinq ans qui viennent », poursuit Didier Riebel, directeur général d'Arc. L'idée est donc de séduire au plus vite les forces vives en changeant l'image de l'industrie et de la verrerie.

Selon Didier Riebel, ce sont 500 embauches qu'il faudra assurer dans les prochaines années, principalement des postes qualifiés tels que des conducteurs de machine. Il y a donc urgence à séduire les jeunes, « d'autant qu'en transformant l'entreprise, le plan de maintien de la production à Arques fonctionne. Et même mieux que pré-

vu avec une augmentation de 20 % en volume et en ventes ».

L'accent est mis sur l'apprentissage et la formation. Les lycées Blaise-Pascal et de l'Aa sont aujourd'hui les principaux pourvoyeurs d'apprentis sur lesquels l'usine au nouveau format devra s'appuyer dans un avenir proche.

UN INVESTISSEMENT DE 80 MILLIONS D'EUROS

Selon Didier Riebel la stratégie d'Arc, basée sur l'investissement, a besoin de ressources : « La marque Arcopal (relancée) cartonne, on n'arrive pas à suivre. » Un signal fort selon la direction, que la reconquête des produits d'entrée de gamme pour équiper les ménages européens est salutaire. « Ce sont plus de 80 millions d'euros qui seront investis, contre 30 à

35 les années normales », souligne le directeur général. De 220 000 tonnes produites en 2015, l'objectif est de passer à 330 000 avec deux fours à revoir, sachant que le P, alias le four Ikea, a déjà été rénové.

Le four J gagnera une ligne en plus pour Arcopal (17 M€) ; et dans l'attente de financements, notamment de la Banque publique d'investissement (BPI), en fin d'année, le D sera agrandi, pour passer de 55 000 à 65 000 tonnes (environ 30 M€). L'effectif de 400 personnes devrait baisser à environ 350 à terme. « Ce four sera destiné à l'entrée de gamme », détaille Didier Riebel, qui ajoute qu'un temps, « des plans alternatifs envisageaient le départ de cette production à l'étranger ». ■

Arcopal, le verre qui cartonne

Relancée depuis avril, Arcopal, la marque mythique de la Verrerie cristallerie d'Arques, créée en 1958 mais abandonnée au début des années 2000, fait un véritable carton. La mode du *vintage* marchant à plein, la verrerie a même du mal à suivre pour assurer la production du célèbre verre trempé et opaque, trois fois plus résistant que la céramique.

Arc propose la marque à la griffe de l'éléphant dans huit nouvelles collections, toutes fabriquées à Arques. La production est prévue pour la France, mais aussi l'Europe, Dubaï et la Chine. ■

Plans sociaux, la vie d'après

Conti, ArcelorMittal, Petroplus, PSA Aulnay, Goodyear... Que sont devenus les salariés ayant signé des accords plein de promesses après ces conflits très médiatisés ? Entre reclassements internes, reconversions ou départs à la retraite, les lendemains de lutte sont parfois amers

Que sont les ex-Conti devenus ? Et les anciens de Florange, de Petroplus, de PSA Aulnay ou de Goodyear, après la signature des accords ayant mis fin à de longues et parfois violentes luttes sociales ? « *Au début, l'expression d'une certaine solidarité idéalise le conflit qui soude, mais après le moment très médiatisé de la colère apparaissent les divisions, et les rancœurs, car tout le monde ne s'est pas impliqué de la même façon et n'a pas les mêmes chances de s'en sortir* », explique la sociologue Manuella Roupnel-Fuentes, qui a suivi durant dix ans les ex-Moulinex.

Pour les ex-Conti de l'usine de Clairoix (Oise), fermée en 2010, ce mercredi 18 mai est très attendu. La Cour de cassation doit se prononcer sur le motif économique avancé par le pneumaticien allemand Continental pour justifier les licenciements et la fermeture du site. Depuis 2013, 683 des 1 100 salariés de Continental sont engagés dans un parcours judiciaire incertain. Si la haute juridiction confirmait le motif économique, les anciens salariés devraient rembourser les indemnités reçues : 40 000 euros en moyenne par personne. Une somme qui les inquiète. Surtout ceux, nombreux, qui n'ont pas d'emploi.

Car, malgré les promesses inscrites dans les accords, tous les salariés ne s'y retrouvent pas. En 2014, lors de la fermeture du site d'Aulnay (2 712

personnes en Ile-de-France), PSA avait promis « *zéro salarié à Pôle emploi* ». En 2013, lors de la liquidation du site Petit-Couronne (Seine-Maritime) du pétrolier Petroplus, la préfecture déclarait que plus de la moitié des 448 salariés avait une perspective d'emploi, de formation ou de retraite. En 2012, lors de « *la mise sous cocon* » des hauts-fourneaux de Florange (Moselle), ArcelorMittal annonçait que tout le monde (629 salariés) devait retrouver une place. L'objectif fixé par Continental était de reclasser 80 % des salariés.

D'abord un soulagement

Promesse tenue ? Pour les Conti, François Moreau, directeur général adjoint d'Altedia Consultants, se félicite : « *Nous en sommes à 96 % de personnes ayant une solution identifiée*. » Mais cette solution n'est pas toujours un travail. Les 96 % incluent 21 % de licenciés « *considérés comme n'étant pas en recherche active d'emploi* ».

Goodyear mis à part, au moins un tiers des salariés de ces grands plans sociaux ont été reclassés en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en emploi stable. Les autres sont en transition, sur le carreau ou partis avec les mesures d'âge. Les dispositifs seniors peuvent concerner plus d'un tiers d'entre eux. Chaque plan social est unique, mais une typologie des parcours se retrouve d'un conflit à l'autre.

Pour certains, qui partent à la retraite ou qui ont l'âge et les compétences pour envisager de se reconverter, c'est d'abord un soulagement : la fin de la lutte, la fin de la dureté du travail en usine. Mais ils ne constituent qu'une petite partie de ceux qui se retrouvent dans ce que les entreprises appellent « *la mobilité externe* » ou « *les congés seniors* ». Du site PSA Aulnay, ils ne sont que 55 dans ce cas sur 1 200 « *mobilités externes* », selon le constructeur. Mais « *les gars sont contents. Après un congé de transition professionnelle, ils sont en poste à la SNCF ou à la RATP, et tout se passe bien* », témoigne la déléguée du Syndicat indépendant de l'automobile Tanja Sussest.

Même satisfaction pour les départs en retraite, parfois très nombreux. C'est le cas à Florange, où « *il y a eu 900 départs naturels sur les 2 850 salariés de l'ensemble du site, hauts-fourneaux compris, entre 2013 et 2015* », indique Frédéric Weber, représentant Force ouvrière du comité restreint européen -d'ArcelorMittal. A PSA, 224 ex-Aulnaysiens sur 2 712 ont pris le congé seniors. Pour les Conti aussi, seuls 10 % seraient retraités ou en invalidité, selon Altedia. Les salariés âgés – mais sans l'être assez pour partir à la retraite – s'inscrivent, eux, dans une stratégie d'attente pour rejoindre ultérieurement les dispositifs seniors.

La face cachée de la « *mobilité ex-*

terne », c'est la précarité : une vie de galère faite de petits boulots, de remplacements, de travail à domicile. Chez Goodyear, " *seules 128 personnes - sur 1 059 - ont retrouvé un CDI* ", indique Evelyne Becker, déléguée CGT de l'usine. Cinq cent quatre-vingts ex-salariés de Goodyear sont sans emploi. Sous-employé avec un salaire en baisse, c'est la règle sur ce parcours : " *Tout dépend des métiers*, explique Yvon Scornet, ex-délégué CGT de Petroplus. *La spécialiste corrosion, par exemple, n'a pas eu de mal à retrouver un CDI, mais une des comptables est aujourd'hui garde d'enfants.* " Nicolas Vincent, ex-délégué CGT de Petroplus, estime à 150 (sur 440) le nombre d'ex-salariés en contrats précaires ou plus du tout indemnisés.

Peur d'une récurrence

Chez les Conti, Altedia assure, sans plus de précision, que « *55 % ont retrouvé un emploi en CDI ou CDD de plus de six mois ou ont créé leur entreprise* ». Selon Roland Szpirko, -conseiller du comité de lutte et militant de Lutte ouvrière, « *il reste 450 personnes à Pôle emploi, beaucoup sont en fin de droits, voire n'ont aucune ressource* ». " *C'était la crise de 2009 et les entreprises étaient peu enclines à recruter des personnes qui avaient mené une lutte pour garder leur emploi* ", justifie M. Moreau, d'Altedia. Une discrimination fréquente : « *Ils ont été marqués au fer rouge à cause du combat qu'ils ont mené* », observe la présidente de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Goodyear, Pascale Boistard (PS). Nicolas Vincent, ex-Petroplus, a subi cette discrimination et il a dû quitter sa région pour retravailler. « *Je suis reparti à zéro. Je gagnais plus au chômage qu'aujourd'hui. Mais mon poste est un vrai rebond* », se réjouit-il.

Enfin, ceux qui « *bénéficient* » de la mobilité interne ont connu une phase de transition parfois délicate. A Florange, « *globalement, ça s'est plutôt bien passé. Les salariés d'ArcelorMittal ont quitté les hauts-fourneaux pour rejoindre les autres activités du site avec un accompagnement sérieux : deux propositions d'emploi, une période d'essai de trois mois et deux phases d'accompagnement de dix-huit mois. Sur les 629 ex-salariés des hauts-fourneaux à reclasser, seuls deux ne le sont pas* », explique Frédéric Weber (FO). A PSA, les 1 088 salariés d'Aulnay reclassés sur un autre site du groupe ont dû accepter de déménager, de changer d'organisation de travail et de passer plus de temps dans les transports. Certains ont préféré partir.

Après un long conflit, la peur d'une récurrence de plan social ne quitte pas les salariés. Tahar Taouil, 55 ans, cariste en logistique, avait été transféré à Poissy comme plus de la moitié des ex-salariés d'Aulnay. Un an après, il repartait. " *Les gars nous disaient : « Qu'est-ce que tu viens faire ici ? On va fermer. » A Poissy, il y a beaucoup de chômage technique. En décembre, on n'a travaillé qu'une semaine. A Saint-Ouen, c'est beaucoup mieux.* " Contrairement à Tahar, la plupart des salariés de PSA transférés sur un autre site sont restés, même quand l'accueil était « *plombé* ».

Car les conflits laissent des traces sur les -salariés, comme sur les CV. « *On avait dit aux gars qu'on était des casseurs, des terroristes. Dès que je parlais à quelqu'un, un chef d'équipe l'appelait pour savoir ce qu'on s'était dit. Mais les gars sont venus vers moi et ont eu l'intelligence de passer au-des-*

sus du message des manageurs », raconte Ghislaine Tormos, 53 ans, un des symboles de la lutte des PSA d'Aulnay aujourd'hui à Poissy.

Le rapport au travail en est changé. « *Je n'ai plus de passion pour travailler, mais j'ai plus d'énergie pour combattre les injustices* », -affirme Mme Tormos. Le conflit social devient le terreau de vocations syndicales, voire politiques. A Florange, Edouard Martin, ex-délégué CFDT d'ArcelorMittal, a répondu à l'appel du socialiste Harlem Désir. Il est aujourd'hui député au Parlement européen. Après la liquidation de Petroplus, Nicolas Vincent, lui, a accepté une proposition pour travailler comme attaché parlementaire, mais « *ça a fait pschitt* », dit-il.

Au-delà de l'emploi, les conflits affectent surtout le moral, la santé et... les conjoints. « *C'est tellement humiliant de ne pas avoir de travail dans le milieu ouvrier qu'on ne sort plus de chez soi* », explique la sociologue Manuella Roupnel-Fuentes. « *On ne pense plus qu'à ça. Pour les conjoints, c'est atroce* », affirme -l'ex-Petroplus, Yvon Scornet. Le remède ? Rejoindre les associations créées pour continuer à accompagner les salariés. C'est un lieu de rendez-vous pour s'informer, continuer le combat judiciaire et faire le deuil de la culture d'entreprise : « *Les gens ont besoin de se voir, de se retrouver entre eux comme en famille, même ceux qui ont retrouvé un boulot ailleurs* », confie M. Scornet.

Francine Aizicovici et Anne Roldier ■



Loi travail : Hollande se montre ferme face à la CGT

La mobilisation contre le projet de loi El Khomri, mardi, est restée faible. Le chef de l'Etat a assuré qu'il « ne céderait pas » face à la contestation.

Il n'y a pas eu de sursaut. La sixième journée de mobilisation contre le projet de loi El Khomri mardi était un peu plus fournie que jeudi dernier (55.000 manifestants), mais elle est restée très limitée. Quelque 68.000 personnes ont manifesté en France : 3.500 à Nantes, 6.200 à Marseille, 2.300 à Toulouse ou encore 1.900 à Lyon. A Paris, de 11.000 à 12.000 personnes ont battu le pavé, selon la police, avec de nouveau, comme dans d'autres villes, des affrontements entre les forces de l'ordre et des casseurs. Se sont ajoutés des opérations escargot et barrages filtrants à Rennes, Calais, Caen ou encore à Fos-sur-Mer, ainsi que des actions qui ont paralysé la zone portuaire et industrielle du Havre ou de Saint-Nazaire et la raffinerie de Donges, près de Nantes. Mais pas de quoi bloquer le pays.

« Cette loi va passer »

Cela n'a pas échappé au chef de l'Etat. « Je n'ai pas le sentiment qu'il y a un mouvement qui met en péril

les moyens de circuler », a constaté François Hollande sur Europe 1 mardi matin. La nouvelle journée d'action à laquelle appellent la CGT, FO, la FSU et les organisations de jeunesse anti-loi El Khomri ce jeudi, qui touchera également la SNCF, aura valeur de nouveau test. Mais l'affaire est entendue pour le président de la République : « Cette loi va passer. » Expliquant que sa réforme « a été discutée, a été concertée, a été corrigée, a été amendée », il a déclaré qu'il « ne céder[a] pas ».

Cette fermeté a aussitôt suscité une vive réaction du numéro un de la CGT. « Aujourd'hui, on assiste à une généralisation de la grève », a assuré Philippe Martinez, lors de la manifestation francilienne. Cela ne se voyait pas dans le cortège parisien, où très peu de délégations d'entreprises étaient présentes. Sur Europe 1, le syndicaliste, qui campe sur une posture radicale, s'est posé en chef de file de l'opposition à la politique gouvernementale. « La démocratie, c'est de faire une campagne

électorale et d'appliquer le programme pour lequel on a été élu », s'est énervé le numéro un de la CGT. « Avec Manuel Valls, avec Emmanuel Macron, il y a un concours pour savoir qui sera le plus fort en vue des prochaines élections. Cette posture, ce n'est pas ce qu'il nous faut pour l'actualité. Aujourd'hui, la question, c'est comment on répond aux citoyens qui nous disent : » Ce projet-là, on n'en veut pas « », a-t-il ajouté, expliquant que « même une loi adoptée, on peut la retirer ». « Parier sur le pourrissement, sur le 49-3, ce n'est que remettre le problème à plus tard », a pour sa part lancé Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, évoquant sans la nommer l'échéance de l'élection présidentielle. Interrogé sur l'essoufflement de la mobilisation, Laurent Berger (CFDT), de son côté, a lâché sur BFMTV : « Les chiffres parlent d'eux-mêmes. » ■

par Leïla De Comarmond



**VP1 - SOLIDARITÉS AVEC
LES TERRITOIRES, CONTRAT
DE PLAN ETAT-RÉGIO..**

Arsenal, Manège, marché couvert : la Région apportera son soutien

« On sait sur quoi on peut avancer avec la Région », a conclu Arnaud Decagny hier, au terme de la visite de Xavier Bertrand. Mais pour en savoir vraiment plus, il faudra encore attendre.

PAR CÉCILE DEBACHY
cdebachy@lavoxdunord.fr

MAUBEUGE. « Je préfère me rendre sur le terrain pour me rendre compte des problèmes et des solutions. » Le discours du président de Région Xavier Bertrand est bien rodé. Les petites formules à l'adresse des journalistes récurrentes. De passage « en coup de vent », il n'était donc pas question hier. Rencontre avec les usagers d'À fond de train à la gare, des dirigeants du Manège, clin d'œil rapide aux girafes, puis réunion à l'hôtel de ville... Le temps pour le président et les élus sambriens d'aborder quelques grands dossiers. L'objectif ? « Dire si c'est oui (si c'est le cas quand et combien) ou non », assure Xavier Bertrand, référence aux projets dans lesquels la Région pourrait investir des centaines de milliers de deniers. Parmi eux, la création d'une résidence universitaire à l'Arsenal. « Ce projet me plaît bien, il n'y a pas

d'internet ici », a détaillé le président de Région. Avec toutefois une modification à apporter. « Il faut un renforcement avec pourquoi pas un incubateur, un espace de co-working... » En somme, tout ce qui peut lui donner une dimension économique, « compétence de la région », et cheval de bataille de son dirigeant.

Un projet qui avance selon le maire, Arnaud Decagny. « Tous les interlocuteurs se sont mis d'accord. Nous lancerons bientôt une assistance à maîtrise d'ouvrage. Il faut voir le montage. » Et revoir aussi la copie pour un démarrage possible vers 2019-2020. « Nous allons bientôt entamer une réflexion autour des commerces de centre-ville. Dans ce cadre le marché couvert peut aussi être aidé », poursuit X. Bertrand.

Des commerces, mais aussi de la culture. En visite au Manège, Xavier Bertrand a assuré « réaffirmer l'ambition culturelle de la région par un renforcement » de la structure-financier s'entend, en fonction des projets novateurs qui pour-

raient être apportés. « Des résidences d'artistes, des équipements, des animations, un développement du réseau et de la diffusion. Nous avons demandé au Manège de faire

“ Pour le projet de l'Arsenal, on ne sera pas dans le symbolique à 10 %. ”

XAVIER BERTRAND,
PRÉSIDENT DE RÉGION

des propositions précises. »

À la rentrée, ces engagements devraient être notés noir sur blanc sur un contrat de territoire revu et corrigé. « La Sambre doit se développer, elle a un avenir. »

Les élus maubeugeois auraient déjà eu des assurances, une idée d'enveloppe sur laquelle s'appuyer. À quelle hauteur ? « Pour l'Arsenal, on ne sera pas dans le symbolique à 10 % », évoque le président. Ce sera donc « oui ». Pour savoir combien, il faudra en-



Xavier Bertrand a évoqué les grands dossiers maubeugeois avec les élus hier matin. Et assuré quelques engagements...

Le bâtiment de la gare, désormais propriété de l'agglo, rouvrira fin 2019

Hier, François Decoster, président de la communauté d'agglomération de Saint-Omer, et les représentants de la SNCF, ont signé l'acte de vente de la gare. La collectivité va faire de cet édifice un espace moderne avec des activités innovantes. Début des travaux en 2017. Ouverture fin 2019.

PAR VALÉRY DUHAUT
saintomer@lavoxdunord.fr

SAINT-OMER.

Pourquoi la gare est-elle fermée ?
Elle l'est depuis 2011, sur décision de la SNCF parce que le vieux bâtiment n'offrait plus les conditions de sécurité suffisantes aux usagers. La SNCF a installé des préfabriqués pour mettre ses guichets.

Pourquoi l'agglo rachète le bâtiment ?

Parce que la SNCF ne voulait pas y faire les travaux de rénovation, trop coûteux. L'édifice est disproportionné par rapport à l'espace nécessaire pour son activité. Elle va seulement garder le bâtiment Lille - l'aile droite quand on regarde depuis le parking - sorte de local technique dont elle a besoin. Est-ce qu'on va y vendre des billets de train ?

Oui. « Il y aura des services inhérents à la mobilité », a expliqué le président de l'agglo, François Decoster. Un espace sera réservé à la vente de billets de train, mais aussi de bus, ceux du réseau Mouvéo. « Ainsi la SNCF redeviendra occupante d'un bâtiment qui ne sera plus le sien. »

Que va-t-on trouver d'autre ?

Beaucoup de choses, car les guichets n'ont guère besoin de beaucoup de place. Il y aura des locaux

commerciaux, sans doute avec de quoi manger et se rafraîchir. Mais l'aspect le plus novateur du projet, c'est l'espace de coworking et le fablab. Le coworking, c'est un endroit destiné à des personnes qui veulent s'installer pour travailler ; selon le mode du télétravail. Le fablab, c'est un hall d'innovation avec du matériel de haute technologie, comme des imprimantes en trois dimensions, mis à disposition.

Y aura-t-il une crèche ?

“ Il y aura un pôle petite enfance avec des modes de garde individuelles et collectives. ”

FRANÇOIS DECOSTER

L'idée avait été évoquée. Elle semble avoir été retenue. « Il y aura un pôle petite enfance avec des modes de garde individuelles et collectives. »

Combien ça va coûter ?

L'achat de la gare, c'est 200 000 €. Les travaux coûteront 11,35 millions d'euros. Qui ne seront pas payés intégralement par la CASO, loin de là, puisque ce projet est inscrit dans le contrat de plan État - Région. Il sera donc largement financé, au moins, par ces deux collectivités. ■

VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

L'affaire du port fluvial se clôt en faveur des riverains

L'affaire semble cette fois pliée. À moins d'un énième coup de théâtre, la Société du canal Seine Nord Europe et le Pays noyonnais signeront en fin d'année un accord sur le site proposé voilà sept ans par la communauté de communes, entre Lagny et Sermaize, pour accueillir le fameux projet de port fluvial et de plateforme multimodale qui a tant fait couler d'encre depuis 11 ans. Exit, donc, l'emplacement pourtant validé en 2007 par la déclaration d'utilité publique du canal à grand gabarit, qui situait plutôt ces constructions entre Beaurains-lès-Noyon, Porquéricourt et Vauchelles, à la grande colère des habitants des deux premiers villages.

« Une préférence pour le projet intercommunal »

Répondant aux questions du Courrier picard, Jérôme Dezobry, directeur général du développement territorial au sein de Voies navigables de France (maître d'ouvrage du projet de canal à grand gabarit), laisse peu de place au doute : « Le lieu proposé par la communauté de communes du Pays noyonnais, qui a fait une étude de marché, est très intéressant. Nous sommes en dialogue constant avec

celle-ci, car les études approfondies ne sont pas terminées. L'idée de fond, à propos des plateformes (Ndlr : celle de Noyon est l'une des quatre prévues le long de la future voie d'eau), c'est de permettre aux collectivités de s'organiser pour proposer un projet. » Le sous-préfet de l'arrondissement de Compiègne, Ghyslain Chatel, ajoute : « Il y a donc, pour l'heure, et pour être synthétique, une préférence pour le projet intercommunal. » Les propos n'étaient pourtant pas les mêmes à l'époque de l'enquête publique. En 2005, Voies navigables de France plaidait ouvertement pour un emplacement « proche de l'agglomération de Noyon », dans un épais dossier adressé aux maires concernés par le tracé du canal : « Ce site (Ndlr : de Beaurains-lès-Noyon et Porquéricourt) serait plus à même d'attirer des investisseurs. » Après les manifestations de riverains et la fronde d'élus locaux, la présidence de VNF se montrait moins catégorique, fin 2009 : « L'emplacement soumis à l'enquête publique et l'option Sermaize-Lagny sont envisagés à parts égales », affirmait-elle alors. Pourquoi un tel revirement, sept ans plus tard ? Les raisons sont à chercher dans le projet global : suite au rap-

port sur Seine-Nord émis en 2013 par le député du Nord Rémi Pauvros, la réalisation des plateformes a été confiée aux collectivités locales. Le Pays noyonnais a donc - presque - les mains libres : « L'aménagement de ces plateformes est désormais d'initiative locale, ce sont les collectivités qui financent. Le but est de profiter des opportunités », avance Jérôme Dezobry. Seule nuance, apportée par Ghyslain Chatel : « L'emplacement retenu ne doit cependant pas conduire à des impasses techniques ou financières pour le maître d'ouvrage. » Pour Beaurains et Porquéricourt, la menace du voisinage de ce pôle logistique (passé de 47 à 20 hectares dans le projet raboté en 2013) s'éloigne donc. Daniel Hardier, le maire beaurainois, adopte une réaction mesurée : « C'est une bonne nouvelle, mais nous, à la mairie, on n'a eu aucun contact. Nos administrés en parlent de temps en temps, c'est devenu très rare, affirme-t-il. À Beaurains, cette plateforme, proche des habitations, n'aurait eu aucune possibilité d'extension. Pour une fois, nos technocrates ont réfléchi. » Stéphane Le Barber ■



Les salves de Gonnot et De Valroger

Le projet de canal Seine-Nord ressurgit dans les propos des politiques, à un an de la campagne des élections législatives. Mercredi dernier, l'ex-député François-Michel Gonnot (LR) annonçait ainsi une initiative, sur son profil Facebook : « Je travaille avec un chef d'entreprise du Noyonnais, depuis plusieurs semaines, à un projet de groupement

d'artisans et de PME de la région pour répondre au marché de sous-traitance de location de matériels et d'engins de terrassement pour le creusement du canal, écrit l'ancien candidat aux municipales à Noyon. Il existe des centaines de petites entreprises qui possèdent des engins de ce type : bulldozers, pelles mécaniques, camions... Aucune ne peut espérer

obtenir isolément un quelconque marché. » Rival de François-Michel Gonnot dans la course à l'investiture des Républicains pour les législatives, Éric De Valroger a choisi pour sa toute première réunion publique à Noyon, ce soir, le thème... du canal. ■



VP3 - FUSION,
ADMINISTRATION
GÉNÉRALE, AFFAIRES
JURIDIQUES...

Pour la Région et ses milliers d'agents, la CGT fusionne

Le syndicat CGT des agents territoriaux du conseil régional a fusionné en rapprochant les ex Nord - Pas-de-Calais et Picardie. Une décision prise hier lors d'un congrès qui était organisé à Villers-Brûlin.

PAR ALEXIS DEGROOTE
saintpol@lavoixdunord.fr

VILLERS-BRÛLIN. Plus d'une centaine de syndicalistes de la CGT étaient attendus hier dans la salle communale de Villers-Brûlin: Des cégétistes agents territoriaux de la Région Hauts-de-France venus pour une journée placée sous le signe de la fusion. Car au niveau du conseil régional, il y avait une CGT version Nord - Pas-de-Calais et une CGT version Picardie. L'idée, hier, était de débattre, d'échanger, d'élire une nouvelle direction et de modifier les statuts pour rapprocher les deux entités du même bord... « Ce qui va permettre de travailler sur les mêmes droits, les mêmes su-

jets, explique Christelle Domain, coordinatrice fédérale régionale pour la fonction publique territoriale. Ça permet également d'avoir

« Ça va permettre de travailler sur les mêmes droits, les mêmes sujets. Ça permet également d'avoir plus de poids vis-à-vis des élus. »

plus de poids vis-à-vis des élus. » Concrètement, les syndicalistes de la Région représentent trois types de personnels. « Il y a les agents du siège de la Région, ceux qui travaillent dans les ports, ainsi que les agents des lycées ». Parmi les priorités, la CGT veut se

battre pour « un régime indemnitaire unique pour les deux anciennes régions. » Régime indemnitaire ? « Ce sont les primes. » Dans la fonction publique, il y a des grilles de salaires, mais « le régime indemnitaire diffère. Notre but est de remonter tout le monde vers le haut. »

Une fois les nouveaux statuts déposés, la fusion sera effective pour la CGT des agents territoriaux de la Région. Un syndicat qui n'avait pas uniquement les yeux tournés vers les discussions d'hier. Avant de venir à Villers-Brûlin, certains, à l'image de Christelle Domain, avaient participé à des manifestations, pour protester contre la loi El-Khomri. Car il faut aussi être en ordre de marche pour les élections professionnelles, « qui auront lieu le 23 juin ». ■

VP5 - MER ET PORTS,
POLITIQUE DU LITTORAL

Le port de commerce s'apprête déjà à battre son record de 2015

Le port de commerce de Boulogne-sur-Mer est en plein boom depuis deux ans et plus de 300 000 tonnes de marchandises ont déjà transité par le quai de l'Europe depuis janvier. Quasiment autant que sur toute l'année dernière.

PAR SYLVAIN DELAGE
boulogne@lavoixdunord.fr

BOULOGNE-SUR-MER. Le remorqueur *Abeille Languedoc*, en poste à Boulogne-sur-Mer, se sent moins seul sur son quai de l'Europe. Après des années de marasme, le ballet des cargos a repris. Et il ne s'arrête plus. On comptera une centaine d'escales cette année. Le volume de marchandises en transit à Boulogne-sur-Mer avait déjà bondi de 27 % en 2015, pour atteindre 323 000 tonnes. Un chiffre qui devrait être dépassé dès la fin du mois. Les acteurs du port de commerce estiment qu'il devrait doubler cette année et frôler les 700 000 tonnes.

Voilà des résultats inespérés vu le contexte économique du Boulonnais. « *Le port est un outil au service du territoire. Il sert à la fois l'industrie, l'agriculture, le tourisme...* », se félicite Philippe Fi-

“ **Le port est un outil au service du territoire. Il sert à la fois l'industrie, l'agriculture, le tourisme...** ”

PHILIPPE FISCHER, PRÉSIDENT DE L'UNION COMMERCIALE MARITIME



scher, le nouveau président de l'Union commerciale maritime bouloonnaise.

Les trois principaux clients du port de commerce sont les Carrières du Boulonnais et deux coopératives agricoles (*lire ci-dessous*). À ces « réguliers » s'ajoutent une dizaine de petits clients plus occasionnels. Tous sont démarchés et gérés par Buro Docks Services, une société de Rouen qui a fait le pari de Boulogne-sur-Mer il y a bientôt cinq ans (*lire l'interview ci-dessous*).

« UN BON SIGNAL »

L'horizon du port s'éclaircit. D'autant que ses gestionnaires viennent d'annoncer un vaste plan d'investissement. Il portera sur le remplacement des deux grues, trop âgées et sujettes aux pannes, et sur la rénovation de deux hangars de stockage. « *C'est un bon signal, commente Philippe Fischer. Ça montre que nos élus et la SEPD (1) croient encore en l'avenir du port. Il y a quelques semaines, on ne voyait rien venir. C'est un changement de tactique très positif.* »

À terme, les opérateurs rêvent déjà d'une troisième grue et d'un autre hangar de stockage. L'espoir fait vivre. Mais les affaires sont toujours plus efficaces. ■

1. SEPD : Société d'exploitation des ports du détroit (Calais et Boulogne-sur-Mer).

LES PRINCIPALES MARCHANDISES EN TRANSIT

À raison de deux à trois navires par semaine, les Carrières du Boulonnais utilisent le port de commerce pour exporter de la pierre à chaux vers le Danemark et la Finlande. Ce matériau est destiné à diverses industries. Deux coopératives agricoles (dont Thereos, basé dans le Montreuillois) affrètent une dizaine de bateaux par an pour exporter de la pulpe de betterave, des drèches de blé, des graines de tournesol... Autant de produits qui nécessitent d'être stockés au sec, d'où l'utilité des hangars.

TROIS QUESTIONS A...

Jean-Claude HERBEZ
directeur d'Euro Docks Services

« Les navires veulent rester le moins longtemps possible à quai »

Les décideurs politiques viennent de signer un plan d'investissement dont profitera le port de commerce. Qu'en pense Jean-Claude Herbez, le directeur d'Euro Docks Services, la société qui débusque les contrats et gère les navires en transit ?

- Les deux grues du port seront bientôt remplacées par des nouvelles, dont une en provenance de Calais. C'est une bonne nouvelle ?

« Oui, j'étais demandeur. Nous avons de gros problèmes avec les deux grues actuelles, qui ont plus de 30 ans. Face à l'accroissement du trafic, il devient urgent de les remplacer. Après, il ne faudrait pas faire venir des grues de Calais, qui ne sont pas plus performantes (30 tonnes de puissance de levage). Ce ne devrait être qu'une solution provisoire. Mais

depuis le temps qu'on le demande, ça bouge et c'est important, ça amène une confiance dans l'avenir, pour nous et nos clients. »

- De quel type de grues auriez-vous besoin ?

« Il nous faudrait des grues sur roues, et non pas sur rails, pour qu'elles puissent se déplacer sur toute la longueur du quai, à savoir 800 m. Actuellement, nous sommes limités à 500 mètres. L'idéal, ce serait aussi d'avoir une troisième grue, pour garder un bon rendement quand un deuxième bateau arrive.

C'est important, car les navires veulent rester le moins longtemps possible à quai. »

- Que pensez-vous de la rénovation des deux hangars ?

« Nous pourrions utiliser un hangar de plus, l'autre sera loué par une entreprise de Garromanche. Aujourd'hui, nous n'avons qu'un seul hangar de 5 000 m², ce qui limite nos capacités d'exportation. Nous avons déjà perdu le marché du bois il y a quelques années. Les clients sont partis à Zeebruges, en Belgique. Ce port était l'équivalent de Boulogne-sur-Mer il y a 15 ans mais il a su s'adapter, avec des outils pour décharger les containers. » ■ PROPOS RECUEILLIS PAR SY. D.

VP8 - CULTURE

Charles Le Brun attendait son tour depuis si longtemps !

Tandis qu'au bout de la Galerie du Temps, le musée continue de faire le lien avec le bassin minier grâce au cycle consacré au RCL de l'autre côté, la deuxième grande exposition temporaire de l'année consacrée à Charles Le Brun débute aujourd'hui. La huitième déjà mise sur pied par le Louvre-Lens.

PAR YVES PORTELI
lens@lavoixdunord.fr

LENS. Bénédicte Gady et Nicolas Milovanovic ont assuré le commissariat de l'exposition consacrée à Charles Le Brun, le peintre du Roi-soleil. Des mois de travail en amont, des semaines de travail sur place pour assurer le montage de l'exposition et les voilà aujourd'hui devant leur fait accompli. « Le meilleur moment ? C'était précisément ce temps de l'accrochage dans un décor spécia-

lement conçu pour ça, explique Nicolas Milovanovic, le résultat correspond exactement à ce que nous voulions. » Et il ne faut surtout pas minimiser la puissance de ce plaisir puisque la dernière exposition consacrée au peintre de Louis XIV remontait à... 1963 à l'initiative du Général De Gaulle et de son ministre de la Culture de l'époque, un certain André Malraux. Le château de Versailles avait servi d'écrin mais depuis plus rien ! Bénédicte Gady en était intimement persuadée, il fallait sortir Le Brun de Versailles, c'est aujourd'hui une réa-

lité et c'est à Lens que cela se passe : « Ici, on va découvrir toute la puissance de son art, explique-t-

“ On a souvent caché le peintre derrière le monarque là, sur les 1700 m² de la galerie on ne va voir que son talent. ”

BÉNÉDICTE GADY.

elle ; on a souvent caché le peintre derrière le monarque là, sur les 1700 m² de la galerie on ne va

voir que son talent ! » Et pour être bien vu on a évidemment besoin d'une scénographie à la hauteur. Maciej Fiszer a tout compris semble-t-il. Pour cette huitième exposition temporaire, il est sans doute celui qui a le mieux optimisé toute la surface disponible. Jamais les murs n'auront été mieux utilisés ! L'homme a de la ressource puisqu'il faut le rappeler, il est aussi le scénographe de l'expo Modigliani à Villeneuve-d'Ascq. Outre le fait que depuis cinquante-deux ans personne n'avait pensé à placer Charles Le Brun au centre de l'actualité

culturelle, il faut tenir compte de cette remarque distillée par Nicolas Milovanovic et qui n'est pas du tout anodine : « On évoque à Lens le destin du plus grand peintre de France, qui servait le plus grand monarque du monde dont la France était alors la première puissance. » C'est une montagne qui est venue du bassin parisien jusque dans le bassin minier. Lorsqu'il est décédé, en 1690, l'ensemble de son travail a rejoint la collection royale. Celle précisément qui a contribué le plus à l'émergence puis au rayonnement du Louvre-Paris. ■

Et pendant ce temps...

Évidemment, son actualité n'est pas encore immédiate mais le projet des Réserves du Louvre à Liévin avance. Rappelons que la quasi-totalité des réserves du Louvre-Paris, réparties sur plus de soixante sites vont être regroupées sur un seul, à Liévin où un bâtiment sera construit. Où en est-on ? Le cabinet britannique Rogers Stirk Harbour a été désigné lauréat durant l'été 2015. Depuis les parties (Louvre, Région et le cabinet) ont travaillé sur le cahier des charges, un projet scientifique et culturel a suivi. En ce moment même, les Britan-

niques ont reçu les propositions modificatives ; on attend leur réponse. Une fois cette phase passée, le projet scientifique définitif sera scellé. Le « temps » du chantier pourra débiter. L'ouverture est prévue pour 2018. C'est une paysagiste française, Juliette Bailly-Maître et son équipe, qui a conçu le toit végétalisé, une des grandes originalités du projet architectural. Le coût du projet global est estimé à 60 M€. Il est financé à 51 % par le Louvre et 49 % par la Région. 100 % des coûts annuels de fonctionnement seront assurés par le Louvre-Paris. ■

COULISSES



LE SUCCESSUR DE XAVIER DECTOT OFFICIAISÉ EN JUIN ET PRÉSENT À LA RENTRÉE ?

Depuis le départ de Xavier Dectot en Écosse, c'est Luc Piralla qui occupe le poste de directeur du Louvre-Lens dans l'attente d'un successeur. Les démarches avancent. La femme ou l'homme en question devrait être désigné au mois de juin et sera opérationnel au mois de septembre. Rien de plus n'a filtré jusqu'ici.

LA VOIX DU NORD

LENS · LIÉVIN

18 MAI 2016

L'ancienne école de natation a commencé sa mue

A la fin de l'année, l'antenne régionale de l'Institut du monde arabe posera ses premiers cartons dans l'ancienne école de natation devenue maison du projet. Les travaux de transformation ont commencé il y a six mois. Petite visite.

PAR ANNE COURTEL
tourcoing@lavoixdunord.fr

TOURCOING. Sur le fronton du bâtiment, il est toujours écrit école de natation, 1904. Mais lorsque l'on pousse le lourd portail métallique, le monument historique de Tourcoing prépare sa nouvelle vie : il accueillera l'antenne régionale de l'Institut du monde arabe. Jusqu'ici, l'équipement s'était installé dans l'ancien peignage de la Tossée. Un lieu discret... Après une phase-test de trois ans, la Région a décidé de lui donner plus de grandeur. Le choix s'est porté sur l'ancienne école de natation qui n'a pas passé le XX^e siècle : elle a fermé ses portes en 1999.

Dans quelques mois, elle sera la maison du projet de l'IMA. Là, sera exposée la collection permanente de l'antenne régionale et des expositions organisées par Paris. Ouverte au public, cette maison du projet sera une préfiguration de ce que sera le musée dans cinq à dix ans. C'est aussi là que le Groupement d'intérêt public (GIP) s'installera.

Les travaux ont commencé il y a six mois. Il a fallu débarrasser le bâtiment des quelques oripeaux ; les ouvriers appellent ça la purge. Pendant quelques années, l'ancienne piscine avait servi de local de stockage pour des services municipaux. Le bâtiment est plutôt en bon état. Les travaux consistent avant tout en une grosse remise en état. Il a également été nécessaire de mettre aux normes le monument centenaire. Ainsi, un ascenseur va être installé pour les personnes à mobilité réduite.

1,5 MILLION D'EUROS

C'est le coût de cette première phase de travaux. La rénovation et la transformation de l'ancienne école de natation sont estimées entre 12 et 15 millions d'euros. C'est un cofinancement ville, MEL, Région et fonds FEDER.

QUEL SORT POUR LE GRAND BASSIN ?

Au sous-sol, des locaux techniques et de chauffage sont aménagés. Autrefois, ce lieu servait d'atelier aux deux piscines de la ville. Un souterrain permettait de traverser la rue Gabriel-Péri et faisait trait d'union entre l'école de natation et le stade nautique. Au rez-de-chaussée, les vestiaires ont été préservés et sont transformés en salles d'exposition sous l'œil du bassin vide et impassible. Pour l'instant, son sort n'est pas scellé : il ne fait pas partie de cette première phase de travaux. De larges baies vitrées permettront aux visiteurs d'admirer ce bassin d'où remonteront quelques souvenirs...

Mais ce qui a fait l'objet de toutes les attentions de l'architecte de la ville, c'est le vestibule, véritable joyau et témoin de l'architecture du début XX^e siècle. Il va retrouver les couleurs de l'art du monde arabe (bleu, rouge, jaune et vert olive). Pour l'instant, il se débarrasse des résidus de plomb. D'ici septembre, il aura renoué avec son prestige.



SUR LAVOIXDUNORD.FR
Les travaux de l'IMA

Retrouvez toutes les photos du chantier de l'Institut du monde arabe sur notre site à la page Tourcoing

LA NATATION À TOURCOING

L'école de natation de Tourcoing, installée rue Gabriel-Péri, est surnommée Edmond Philippe. L'architecte avait auparavant dessiné l'école de natation et les bains publics d'Armentières qui avaient ouvert leurs portes en 1890, ceux de Lille, Douai... Edmond Philippe répond à une commande du maire de Tourcoing, Gustave Dron, qui veut rendre la natation obligatoire dans les écoles en 1911. Des milliers de jeunes Tourquennois vont apprendre à nager dans ce bassin surplombé d'une immense verrière. Car Paul Beulque, qui a créé Les Enfants de Neptune, club de natation et water-polo, met au point un appareillage pour apprendre à nager. Un système de suspension avec câbles et poulies qui maintient le jeune apprenti à la surface de l'eau.

Tourcoing devient une ville pionnière dans l'apprentissage de la natation et décide de construire une nouvelle piscine. En 1930, le stade nautique, face à l'école de natation, ouvre ses portes. Après avoir accueilli moult compétitions, l'équipement ferme en 2009 lorsque Tourcoing-les-Bains est ouvert.

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Rentrée studieuse à la première école du numérique

Si je suis bon, je pourrai postuler comme développeur web junior.» Julien, 23 ans, n'est plus au chômage. Ce Noyonnais, dont le sourire facile trahit sa formation de commercial, a fait sa rentrée, hier matin, les yeux rivés vers un écran d'ordinateur. Comme lui, dix-neuf autres habitants des environs de Noyon veulent changer de vie : la première promotion vient d'entamer son apprentissage à l'École du numérique du Noyonnais (E2N), un établissement inédit en Picardie. Après deux semaines de test intensives sous la houlette de formateurs, début mai, ces élèves pas comme les autres ont tous décidé de rester. Ils ont six mois pour atteindre leur but : faire de la création et l'animation de sites Internet leur nouveau métier. Malgré sa licence de commerce obtenue à Amiens, Julien a sauté sur l'occasion en tombant sur une coupure de presse annonçant la création d'E2N au parc Inovia, l'ancienne caserne du Régiment de marche du Tchad : « J'avais enchaîné les CDD dans le commerce, mais sans trouver chaussure à mon pied, témoigne cet ancien bachelier du lycée Calvin. J'avais envie de travailler dans l'informatique.

Ma vision à long terme, c'est de fonder mon entreprise. »

« Pas besoin d'être ingénieur »

Deux mois plus tard, voilà le jeune homme en train de goûter au learning by doing (« apprendre en faisant »), la méthode de formation développée par l'entreprise francilienne Simplon.co, l'un des partenaires dans ce projet. Et il adore. « Pendant les quelques jours de pré-rentrée, on a réussi à finir un site web. Les formateurs nous ont mis dès le début en difficulté, pour nous inciter à trouver par nous-mêmes les solutions », raconte Julien, déjà enthousiaste : « Quand on se balade sur Internet, même sur Facebook, on n'a pas idée de tout le travail qu'il y a derrière... » À ses côtés, sept femmes apprennent elles aussi à faire de la programmation informatique. C'est l'un des objectifs que s'était fixés la société Novei, porteuse du projet : « Les femmes sont très peu représentées dans les métiers du numérique. En avoir 30% dans cette promotion était notre souhait. Souvent, ça ne dépasse pas 10% dans les projets de ce type », confie Sandrine Oriol, la responsable

d'E2N. Dès l'appel aux postulants, les contacts ont afflué : « Nous avons reçu une centaine de marques d'intérêts, pour soixante-deux candidatures. En grande majorité, il s'agissait de demandeurs d'emploi. Aucun diplôme n'est demandé, ni aucune expérience dans le numérique : notre seul critère de sélection est la motivation. » Et certainement pas la jeunesse : la moyenne d'âge des premiers élèves dépasse les 30ans. Mais que deviendront-ils dès la fin de cette formation gratuite, fin novembre ? À en croire Sandrine Oriol, les employeurs en quête de développeurs ou d'intégrateurs web ne manquent pas... Et ce, partout : « Ces compétences ne sont pas seulement recherchées par les entreprises spécialisées en numérique. Tous les domaines d'activité ont besoin de sites web, notamment de sites marchands, note ce cadre de Novei. Or, il n'y a pas besoin d'être ingénieur pour apprendre à coder. » L'accueil d'une deuxième promotion est en pourparlers pour début 2017. Utile dans une ville où le taux de chômage officiel flirte avec les 25%. Stéphane Le Barber ■



Un label national en faveur des chômeurs

Avant même d'accueillir sa première promotion, E2N a reçu en février dernier le label national Grande école du numérique, créé par l'État en septembre dernier. L'établissement noyonnais propose l'une des 171 formations labellisées. « Près de 300 structures ont postulé », précise la responsable d'E2N. L'objectif affiché par le gouverne-

ment est l'accueil de 10 000 personnes aux métiers du numériques, au sein de 200 formations. Un public est particulièrement visé : les demandeurs d'emploi, ceux sans diplôme notamment. Les écoles ayant obtenu le label cherchent ainsi à accueillir les habitants des quartiers sensibles, dits « quartiers de la politique de la ville », comme le Mont

Saint-Siméon à Noyon. « Des formations au numérique, il y en a beaucoup dans l'Éducation nationale, mais il faut certains diplômes pour y accéder, ajoute Sandrine Oriol. À E2N, au sein de la promotion, cela va de personnes sans diplôme à bac+3. » ■



VP10 - ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, RECHERCHE,
UNIVERSITÉS

« Utiliser les points forts de la Région »

LES FAITS

► Hassane Sadok, élu président le 28 avril dernier, est arrivé à l'Université Littoral Côte d'Opale en 1994, après des études à Lille, en tant que professeur des universités, mission qu'il continue d'exercer à Calais chaque jeudi.

► Avant d'être désigné premier vice-président de l'ULCO en 2012, il a dirigé pendant quatorze ans la Maison de la Recherche à Calais. Il était le seul candidat en lice et a été élu de fait au premier tour.

L'ULCO, université multi-sites

« L'ULCO est dans sa vitesse de croisière, il n'y aura pas de chamboulement avec mon arrivée. Nous continuons notre mission de service public, avec une équipe dans la continuité. On a aujourd'hui 4 sites (Saint-Omer, Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer), avec des effectifs répartis équitablement, ce n'est pas un désavantage. On le voit bien : toutes les grandes universités sont multipolaires, très peu sont mono-sites. Regardez celle de Pau, qui compte 7 sites ! »

L'ULCO et les territoires

« Nous réclamons d'être une université de proximité : beaucoup d'étudiants du coin ne pourraient pas faire des études supérieures sans notre présence. Pour rappel, nous avons 47% d'étudiants boursiers dans nos rangs. On doit savoir s'appuyer sur l'excellence des territoires : nous sommes basés dans des villes avec 3 excellents ports au niveau national. A Boulogne-sur-Mer, nous avons la

pêche. A Calais, il y a le transport de personnes et, à Dunkerque, il y a les échanges industriels. Enfin, à Saint-Omer, il y a une industrie historique avec Arques.

On est avant tout une université de plein exercice, avec des potentiels en recherche et en sciences de la mer, que l'on peut mettre à profit sur les territoires. A Dunkerque, il y a beaucoup de sites classés Seveso et pour lesquels on peut travailler sur la dépollution, tout comme sur le futur terminal méthanier pour lequel on envisage de créer une filière énergie. A Calais, c'est la logistique et on peut utiliser nos connaissances

numériques. Il y a le projet de parc d'attractions Heroic Land sur lequel on pourrait travailler avec l'ISIC (Laboratoire d'Informatique

« C'est l'un des principaux objectifs d'ici la fin de mon mandat en 2020. Cela passe par des publications plus récurrentes en ligne et

« On doit tout faire pour éviter les dérapages budgétaires »

Signal et Image de la Côte d'Opale). Le but principal est de voir les points forts de la Région et de les utiliser. »

Lutter contre le décrochage universitaire

« On a un des meilleurs taux de réussite en licence et dans les masters en sciences. C'est très important car ça crée un réseau pour la recherche et le développement, et ça favorise le retour vers le milieu académique des anciens, ce qui valorise d'autant plus nos recherches et nos publications. Beaucoup d'universités essaient de travailler sur le taux de réussite des licences. Nous, on veut garder notre place : 49% de réussite en trois ans. On a déjà des processus de réorientation, avec une spécialisation progressive, qui ne se fait pas dès le premier semestre. On poursuit également notre interaction avec les lycées pour préparer en amont. On a également renforcé l'identification des étudiants décrocheurs. »

La visibilité à l'international

la création de masters en anglais, au moins un par site. Le premier sera à Calais et concernera l'ingénierie des systèmes complexes. On vise un recrutement d'attractivité, on doit attirer les meilleurs enseignants et étudiants. On sait que la création est plus difficile et qu'il faut une aide au démarrage, mais on restera exigeant lors de l'installation. »

Des ressources financières à trouver, une fondation créée

« Le budget 2017 est en cours d'élaboration. Nous n'aurons plus la compensation concernant le Glissement vieillesse technicité, qui représentait 1,7 million d'euros sur les 67 millions de la masse salariale, pour un budget total de 80 millions d'euros. Les dotations baissent, et on doit jouer sur tous les leviers, dont la masse salariale. On doit tout faire pour éviter les dérapages. Pour cela, il faut aussi que l'on augmente nos ressources propres, et cela passera par la création d'une fondation d'ici 2017. On s'est inspiré de celle de l'Université de Pi-

cardie, qui semble bien marcher, même si la culture française n'est pas très développée dans ce domaine. On va aussi travailler avec les entreprises et la chambre de commerce pour créer des bourses d'excellence. On veut aussi développer les bourses de thèse de l'État, nous n'en avons eu que 6 l'année dernière, ce n'est pas normal. »

La loi Travail et la révolte étudiante

« Que les partiels soient impactés? C'est toujours à craindre, mais on n'a pas eu de souci pour l'instant. Les étudiants défendent leurs droits, les politiques leurs opinions. Cela doit se faire dans le respect, on ne peut pas cautionner les débordements. »

L'école d'ingénieurs à Calais, un fleuron

« En ce qui concerne la formation, l'école d'ingénieurs basé à Calais est un de nos fleurons. Le taux d'insertion est quasi-garanti à l'issue de l'enseignement. On est sûrs qu'ils arriveront à s'insérer dans le tissu professionnel. Ce sont des filières comme celles-ci qui participent ensuite à la recherche et développement dans le Calaisis. »

Son élection à la présidence

« C'est une mission difficile, mais j'aime les challenges. Il y a eu un dialogue avec l'équipe pour la succession de Roger Durand, je n'y suis pas allé seul même si je suis mis en avant. C'est un projet partagé pour une dynamique concertée. »

PROPOS RECUEILLIS
PAR FRANÇOIS DELENCRE

EN RÉSUMÉ

-Élu le 28 avril dernier, Hassane Sadok veut accélérer le développement à l'international de l'ULCO, avec notamment l'ouverture dans les 4 sites de master en anglais, et en poussant pour un recrutement d'attractivité

- Le président veut augmenter les ressources propres de l'Université, pour mieux faire face aux baisses de dotations, en créant une fondation. L'exemple vient de l'université de Picardie, qui a lancé sa fondation en 2015

- Le partenariat avec les territoires est plus que jamais au cœur de l'ULCO pour créer un climat de confiance avec les milieux politiques et financiers. Par exemple, Hassane Sadok souhaite que l'ULCO participe à la création d'Heroic Land.

Calais aura sa Maison de l'Étudiant

Durant cet entretien, Hassane Sadok a évoqué plusieurs chantiers qui auront lieu sur les différents sites de l'ULCO à Calais.

- **La Maison de l'Étudiant** sera créée à Calais à la rentrée prochaine à la Mi-Voix. « Cela ajoute à l'attractivité quand des étudiants possèdent un lieu de vie pour s'y épanouir. Il y a un équilibre à garder pour que chaque site ait les mêmes équipements. L'épanouissement des étudiants et du personnel est très important à mes yeux », explique le président. Le financement se fera sur les fonds propres de l'ULCO.

- **Le parking de l'école d'ingé-**

nieurs du Littoral Côte d'Opale aura enfin fier allure d'ici 2017. « Les travaux devraient être lancés durant les vacances de Toussaint, on a bien avancé sur ce dossier et nous sommes arrivés à un accord avec la Ville. Je vois d'ailleurs Natacha Bouchart bientôt concernant ce sujet ». Un goudronnage sera fait pour ranger au rayon des souvenirs les nids-de-poule et le parking sera sécurisé grâce à un enclos et un portail d'accès par badge.

À Dunkerque, le toit de la Citadelle sera également concerné par le programme de réhabilitations, avec la réfection de la toiture et la réfection du site d'ici 2018.

VP11 - LYCÉES

La Maison familiale rurale de Samer, une école aux résultats probants

Implanté à Samer depuis 1975, l'établissement compte durant cette année scolaire 171 élèves, 32 apprentis et 335 adultes formés. Et des résultats éloquentes avec 87 % de réussite sur l'ensemble des formations.

PAR JOËL ROCHOY (CLP)
boulagne@lavoxdunord.fr

SAMER.

PAS SEULEMENT TOURNÉE VERS LES MÉTIERS RURAUX

La Maison familiale rurale (MFR) accueille des élèves de la quatrième au bac pro et pratique l'alternance sous différents statuts. Apprentis et stagiaires sont amenés à acquérir une formation générale et une formation professionnelle. Ils sont accompagnés jusqu'à la qualification et à l'insertion. Depuis 2009, il faut savoir que 13 élèves diplômés se sont installés en agriculture, 27 autres sont salariés dans le milieu agricole, neuf ont trouvé un emploi non agricole et cinq sont devenus des aides familiaux dans la ferme parentale.

« Aux examens en 2015, sur l'ensemble des formations proposées, on constate un taux de 87 % de réussite. »

Les différentes formations portent sur les CAP, les BP, le bac pro et la préparation à l'examen de technicien agricole. Les débouchés sont orientés sur les métiers de l'agriculture et de la chasse, mais aussi celui de fleuriste et de mécanicien. Enfin, la MFR propose des stages en Certiphyto, en Certiblocide et en Sauveteur secouriste au travail. Ces trois dernières sont réservées aux adultes.

DES RÉSULTATS ÉLOQUENTS

Sébastien d'Offrethun, élève de bac pro, a « choisi la MFR afin de pérenniser l'exploitation familiale de 70 hectares créée par mon père. » Pierre, 18 ans, venu de Bretagne, séjourne en BP 2 fleuriste qu'il prépare en compagnie d'Eugénie et Marion. Aux examens en 2015, sur l'ensemble des formations proposées, on constate un

taux de 87 % de réussite. Dans plusieurs formations, c'est même un sans-faute avec 100 % au CAP fleuriste, mécanique, parcs et jardins, à la certification BEPA et au CAP fleurs adultes. Le plus bas taux de réussite est de 50 % au BP fleuriste. Dans ce dernier cas, comme l'explique le directeur, « le taux moyen est faible au niveau des MFR du département, c'est un examen très difficile. Nous avons mis en place un accompagnement particulier pour améliorer ce résultat dans le futur. » ■

Des investissements importants

Souhaitant toujours aller de l'avant, la MFR de Samer n'hésite pas à se remettre en question et à proposer un établissement toujours plus moderne, accueillant et résolument tourné vers le futur. C'est ainsi que depuis plusieurs années, les locaux connaissent une cure de jouvence.

LA MFR PASSE À L'AGRO-ÉCOLOGIE
En quelques années, c'est pas moins de 1,5 million d'euros qui ont été investis dans divers travaux (internats, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, salle

de classe, ateliers mécanique, projet d'un nouveau préau). Autre chantier évoqué par le directeur, la montée en compétence du personnel. « Nous avons réalisé un plan de formation ambitieux pour les enseignants en 2015 qui a pour objectif de répondre aux besoins futurs de la MFR, principalement dans les domaines de l'agro-écologie, les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Enfin, une formation collective de l'ensemble du personnel a été entreprise, elle est destinée à responsabiliser les élèves et les rendre acteurs de leur enseignement. » ■



Les étudiants bénéficient de structures modernes.

MÉRU

Métiers de la fibre optique : le lycée passe la vitesse supérieure

Ils PASSERONT en juin leur examen. S'ils réussissent, les 14 apprentis du lycée professionnel Lavoisier, à Méru, deviendront les premiers à obtenir en Picardie le titre de « Technicien réseaux et services très haut débit », de niveau Bac + 1. L'établissement scolaire, en partenariat avec le centre de formation d'apprentis de l'académie d'Amiens, a été le premier lycée picard à lancer un tel cursus. Et il s'appête à en développer d'autres. Un colloque a récemment été organisé au sein de la structure pour « montrer aux entreprises les possibilités de formations qu'offre le lycée », raconte Jean-Marc Dollé, le proviseur.

Tout au long de l'année, les élèves en alternance ont appris à déployer la fibre optique en souterrain, en aérien et en façade. « Le but est que nos apprentis trouvent un métier à l'issue de la formation, confie Nicolas Golovko, un des deux enseignants-formateurs. Les entreprises sont prêtes

à les embaucher s'ils ont montré de la motivation et obtenu leur titre. »

A l'heure où certains départements, dont l'Oise, déploient leur réseau de fibre optique, les entreprises cherchent des techniciens qualifiés. « Il y a des besoins, assure Fred Mbisse, gérant d'une société spécialisée dans le déploiement du très haut débit à Paris. On a aussi beaucoup de mal à recruter des salariés qualifiés car, jusque-là, il n'y avait pas encore assez de formations. Avec ce qui se met en place, c'est en train de se faire. » En la matière, le lycée Lavoisier passe à la vitesse supérieure. A la rentrée prochaine, deux formations — au lieu d'une — pour le titre de « Technicien réseaux et services très haut débit » seront proposées aux apprentis. Une formation de câbleur-raccordeur sera aussi mise en place. A la rentrée 2017, l'établissement proposera un cursus de « Technicien de maintenance des réseaux et des éléments actifs ». En

2018, les apprentis pourront se former pour devenir « chargé de bureau d'études ». ■



Méru. Des élèves font une démonstration de ce qu'ils ont appris. Le lycée Lavoisier a lancé la première formation de niveau bac + 1 de « technicien réseaux et services très haut débit ». (LP/F.C.)

par Farida Chadri

La campagne de recrutement des candidats pour les promotions 2016-2017 débute. Contact : lycée Lavoisier, 03.44.52.65.40.



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

FOOTBALL. CFA 2. LE PRÉSIDENT ENJOLRAS ET L'ADJOINT AUX SPORTS RÈGENT LEURS COMPTES PAR COMMUNIQUÉS ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Le torchon brûle entre le club de foot et la municipalité de Beauvais

D'UN CÔTÉ, Philippe Enjolras, le président de l'ASBO. De l'autre, Philippe Vibert, l'adjoint au maire de Beauvais chargé des sports : le torchon n'en finit pas de brûler entre eux. Depuis quelques jours, les deux hommes règlent leurs comptes par communiqués et réseaux sociaux interposés. Déjà échaudé par la décision de la mairie d'ouvrir cette saison le stade Pierre-Brisson au Red Star (Ligue 2), avec qui il a toujours vu d'un mauvais œil de partager l'enceinte, Philippe Enjolras avait fait des bonds en apprenant dernièrement par la presse que la ville y entamerait lundi dernier des travaux d'un montant de 1,2 M€ pour installer une pelouse hybride afin de faire jouer la saison prochaine un club de foot (l'ASBO ou le Red Star) et l'équipe fanion du Beauvais Rugby Club (Fédérale 2). Avant la venue du Paris FC (b) ce week-end pour la 24 e journée de CFA 2, Philippe Enjolras s'interrogeait (notre édition de samedi) : « Peut-être que tout le monde ne souhaite pas qu'on monte. »

Une pique évidemment mal perçue par la municipalité, visée par la saillie. « C'était la phrase de trop car c'est faux, indiquait-on hier à la mairie. On n'est quand même pas responsable de la descente du club de National en CFA, et de CFA en CFA 2 cette saison. Philippe Vibert a été agacé par les propos amers et agressifs sur la ville, il a remis les choses à leur place sur le soutien indéfectible de la collectivité. Mais tout va rentrer dans l'ordre. » Sans doute pas dans l'immédiat car les échanges se sont

envenimés dans le week-end. Samedi, sur Facebook, Philippe Vibert jugeait les propos du président de l'ASBO « scandaleux et honteux », ajoutant que « le problème n'est ni dans la pelouse ou le stade, ni dans le soutien de la ville, sinon le club ne serait pas en CFA 2 ! Il est ailleurs, il est temps que son président s'en rende compte et réagisse ».

Lundi soir, dans un communiqué intitulé « L'adjoint aux sports perd son sang-froid », Philippe Enjolras rétablissait sa vérité, utilisant les termes de « foutaise » et « vaste rigolade » pour démonter les arguments de Philippe Vibert. Joint au téléphone hier midi, l'adjoint aux sports a assuré « assumer complètement » ce qu'il avait écrit samedi. « Le problème ne vient pas de l'ASBO, mais de son président, souligne Philippe Vibert. Ce sont des propos négatifs, alors que le club a besoin de sérénité. Je respecte la personne et le bénévole qui donne de son temps, mais quel bilan fait-il de sa présidence ? L'ASBO ne va pas bien, il faut que Philippe Enjolras redescende sur terre. Il va perdre de la crédibilité. Sa position ne va plus être tenable au sein de l'ASBO. »

Une manière de demander le départ du président beauvaisien ? Peut-être, au moins à titre personnel à défaut d'être la position officielle de la municipalité. « Vu les relations avec la mairie, je pense qu'il devrait passer la main », lâche Philippe Vibert, prenant malgré tout le soin de préciser que des relations peuvent être « conflictuelles » un temps et « repartir bien après ». Le peuvent-elles

encore ? Pas sûr en tout cas que le message posté par l'adjoint aux sports sur son Facebook hier après-midi éteigne la polémique entre les deux hommes. « Philippe Enjolras a-t-il perdu sa lucidité et sa dignité ? lance d'entrée de jeu l' élu beauvaisien. Se rend-il compte de ce qu'il vient d'écrire au nom du club ? L'ASBO, c'est Beauvais ! Ce sont des valeurs ! Faut-il répondre à ces infamies et descendre si bas ? »

L Daniel Chomette a démissionné de son poste de trésorier de l'ASBO. ■



Philippe Enjolras, président de l'ASBO, et Philippe Vibert, adjoint au maire de Beauvais chargé des sports, affichent publiquement leurs désaccords depuis quelques jours et se rendent coup pour coup. (LP/Florent Pervillé.)



par V.m.



Le président du Bouc Volley grimace

L'annonce par la municipalité des travaux à Pierre-Brisson pour une pelouse hybride d'un coût de 1,2 M€* a réveillé de mauvais souvenirs chez Eric Bataller. « L'an passé j'avais demandé qu'on remplace le parquet de l'Elispace, explique le président du Bouc Volley (Ligue A). Un terrain dure quinze ans, le nôtre date de 1999 quand le basket était en Pro B. Ce nouveau parquet coûtait 59 000 €, on m'avait répondu qu'il n'y avait plus d'argent. Il y a des choix que je ne comprends pas : on dit à un club pro qu'il n'y a plus de sous et de l'autre côté on nous sort un terrain à 1,2 M€. C'est donc bien qu'il y a de l'argent. Comment inter-

préter ça quand tu es président de club ? »

Des arguments que l'adjoint au maire chargé des sports réfute. « L'an dernier on a investi dans un Taraflex d'occasion pour la salle annexe de l'Elispace, et le parquet sur lequel le club joue est fonctionnel, il n'a pas été retoqué par la Ligue. » Les difficultés financières traversées depuis la saison dernière par le Bouc (-231 000 € au 30 juin 2014), avec un déficit de 388 000 € au 30 juin prochain, font également réfléchir la ville. « Il y a un fort risque que le club ne soit pas autorisé à repartir en Ligue A (NDLR : il passe devant la

DNCG le 26 mai), indique l'élu. Donc, soyons prudents, est-ce que c'est le moment de faire un investissement de 60 000 € ? On est quand même garant de l'argent public, il faut qu'on soit raisonnable, on doit faire attention. » ■

par V.m.

* Ce coût de 1,2 M€ est pris en charge à hauteur de 40 % par la région et de 30 % par le département. La municipalité, qui assure « récupérer la TVA », n'assumera donc que 30 %.



POLITIQUE RÉGIONALE

Les communistes se mobilisent

NORD. La présidentielle n'est pas pour l'heure leur affaire, balaie Fabien Roussel, secrétaire fédéral PC du Nord. Il faut dire que le parti est divisé : le texte soutenu par Pierre Laurent, proposant de participer à une primaire à gauche, ne l'a emporté que de justesse. Et la grande fédé du Nord l'a rejeté. Alors les communistes mettent l'accent sur l'action : des conférences débats dans le cadre entre autres de la campagne « Zéro chômage », une pétition contre la fin de la gratuité du transport scolaire pour les collégiens dans le département du Nord. Sans oublier la lutte contre la loi travail. Fabien Roussel explique aussi avoir rencontré Xavier Bertrand le 30 mars autour de l'industrie, l'agriculture... **LD.**

L'UDI Manscourt a choisi Juppé

Je ne m'engage pas en tant que membre de l'UDI, mais en tant que chef d'entreprise et maire d'une collectivité rurale (NDLR : Hartennes-et-Taux).» C'est ainsi que Sébastien Manscourt, par ailleurs ancien conseiller régional UDI, défend son choix de mener la campagne d'Alain Juppé pour la primaire de la droite dans le Soissonnais et le sud de l'Aisne. C'est son amitié avec Charles de Courson, député de la Marne et proche d'Alain Juppé qui l'a décidé à défendre ce candidat à la primaire de la droite. Il devient ainsi le deuxième élu du Soissonnais à s'engager au côté de l'une des personnalités en lice, puisque Dominique Bonnaud sera le relais départemental de Bruno Le Maire (lire notre édition du 11 mars). « Alain Juppé incarne réellement ce

que devrait être un homme d'État et il a l'expérience nécessaire pour mener les réformes nécessaires. » Sébastien Manscourt met aussi en avant l'aspect humaniste, pro-européen et libéral (« les politiques n'ont pas à se mêler de tout, notamment à l'échelle économique ») de son champion. Il souligne aussi son attachement au consensus et au bon sens (« il ne réfléchit pas tout seul ») et ses velléités écologiques (« il a compris que le développement durable était un enjeu majeur pour nos territoires »). On aurait pu penser que le positionnement de l'élu de Hartennes-et-Taux aurait pu provoquer quelques couacs au sein de la communauté UDI, mais en fait non. Pascal Tordeux, conseiller départemental, préférerait certes une candidature indépendante de Chris-

tophe Lagarde, mais pense tout de même que « Juppé est le plus UDI compatible » des candidats à la primaire de la droite. L'ex-UDI Françoise Champenois, maire de Cuisyen-Almont et conseillère départementale, respecte aussi ce choix car « chacun est libre de faire ce qu'il veut ». Pour mener campagne, Sébastien Manscourt dispose déjà d'un e-mail pour fédérer des citoyens volontaires dans le Soissonnais (sebastien.manscourt@alain-juppe2017.com). Il annonce aussi qu'il fera venir l'eurodéputé Dominique Riquet en juin pour expliquer le projet défendu par Alain Juppé. Hervé Marti ■



Caroline Cayeux veut rempiler

Je serai candidate». En trois mots, le sénateur maire (LR) de Beauvais a confirmé vendredi 13 mai son ambition de rester à la tête du Beauvaisis. La carte de l'intercommunalité dans l'ouest de l'Oise a en effet évolué depuis le 18 avril. C'est la date de l'arrêté du préfet, Didier Martin, qui a scellé « la fusion entre la Communauté d'agglomération du Beauvaisis (CAB) et la Communauté de communes rurales du Beauvaisis (CCRB) ».

Comité de pilotage et accord de gouvernance

Les 44 communes (31 pour la CAB et 13 pour la CCRB) du « futur Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre », ont 75 jours, depuis le 18 avril, pour se prononcer sur cette fu-

sion. Le conseil municipal de Beauvais statuera lors de sa réunion vendredi soir. Caroline Cayeux aura sans doute l'occasion d'exprimer à nouveau son ambition, plus solennelle dans cette enceinte. Mais plusieurs préalables doivent être respectés. Un comité de pilotage a été mis en place par les deux communautés afin de s'accorder sur les compétences qu'elles souhaiteront gérer ensemble. Deuxio, un « accord de gouvernance » doit être passé, afin d'organiser les pouvoirs au sein du futur EPCI. Y aura-t-il un représentant communal par tranche de 1000 habitants, comme cela semble se dessiner ? La Ville de Beauvais disposait de 47% des voix dans la CAB (et ne pouvait alors dépasser 50%), à quel niveau relatif sera fixé le poids de sa représentation dans cet ensemble, porté de 81000 habitants

(dans la CAB) à 93000 habitants dans le futur EPCI ?

Neuf autres communes dans le périmètre

Enfin, le « tour de table » du nouvel EPCI, qui doit entrer en fonction le 1er janvier 2017, n'est pas achevé. Huit communes de l'aire de Crèvecœur-le-Grand (celle-ci, plus Luchy, Auchy-la-Montagne, Muidorges, La Chaussée-du-Bois-d'Écu, Maulers, Rotangy et Viefvillers) doivent rejoindre le nouvel EPCI. Ainsi que la commune d'Oroër, membre de la communauté de communes de l'aire de Breteuil, mais membre d'un syndicat scolaire l'alliant à Tillé, qui souhaite pour cela s'associer à cette grande fusion. D.G. ■



Quel nom pour le nouvel établissement ?

Beauvaisis, lieu commun de la Communauté d'agglomération du Beauvaisis, qui fusionne avec la Communauté de communes du Beauvaisis rural. Caroline Cayeux, qui dresse ce constat d'évidence, en déduit « qu'il ne sera pas trop difficile de s'accorder sur le nom du nouvel établissement fusionné. » Communauté du Beauvaisis? Agglomération du Beauvaisis? Le fin mot appartiendra aux organes délibérants du nouvel établissement, qui sera mis en place à partir du 1er janvier 2017. ■



Un recours du PS contre le budget du Département

Le groupe Somme à gauche (PS et PRG) a annoncé hier qu'il allait saisir le contrôle de légalité afin d'obtenir l'invalidation du budget du Département. Les socialistes pointent du doigt « l'insincérité » du budget, la majorité de droite ayant, selon eux, intentionnellement minoré les dépenses sociales. Rappelons qu'aux termes de la loi, un budget se doit d'être équilibré dans ses sections fonctionnement et investissement, les recettes et les dépenses devant être évaluées « de façon sincère ». Or, si l'on en croit le groupe socialiste, la droite aurait minoré les dépenses de

l'allocation individuelle de solidarité en inscrivant au budget une somme de 166,93 MEUR, ce qui correspond aux dépenses constatées au compte administratif 2014. « Cette somme ne sera pas suffisante, estime Francis Lec, président du groupe. Le Département à en effet dépensé 174,02 MEUR en 2015 et les dépenses sont en augmentation constantes. Dans ces conditions, le Département sera incapable de faire face aux dépenses du RSA sur les deux derniers mois de l'année... » Et Francis Lec de dénoncer une « posture politicienne » de la droite, ceci dans le but de sanction-

ner le gouvernement. Il en veut pour preuve le fait que Laurent Somon, le président LR de la Somme, a reconnu faire partie des 35 présidents de Départements opposés à la renationalisation du RSA annoncée par Manuel Valls. Moins sur le fond que sur la forme, Laurent Somon s'opposant aux tenants financiers de cette opération. Rappelons que si le préfet retient les arguments du groupe Somme à gauche, il devra alors saisir la Chambre régionale des comptes. PH. FLUCKIGER ■



POLITIQUE NATIONALE

FRANCE

« Où est passée la voix de la France ? »

Nicolas Sarkozy souhaite que la France prenne « l'initiative » d'un nouveau traité européen « dès l'été 2017 »

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains (LR), appelle à « *refonder profondément le projet européen* » au moyen d'un nouveau traité dont il détaille le contenu, à la veille de la matinée de travail sur l'Europe - organisée par LR, mercredi 18 mai.

Selon Frontex, 2 700 réfugiés sont arrivés en Grèce en avril, dix fois moins qu'en mars. L'accord de l'Europe avec la Turquie est donc un succès, non ?

Non. Ne confondons pas ce qui est conjoncturel et structurel. L'effondrement de la Syrie provoque un afflux de population vers l'Europe. De plus, l'Afrique va doubler de population en trente ans. Penser que la Turquie peut durablement gérer et résoudre ces problèmes est une erreur. L'Europe peut-elle faire confiance à un pouvoir turc, qui évolue de plus en plus vers un régime autoritaire ? Je le conteste.

Angela Merkel a-t-elle eu tort dans la crise des réfugiés ?

Un des problèmes majeurs en Europe est actuellement l'absence complète de leadership. Or il n'y en a qu'un possible : c'est le leadership franco-allemand. J'en ai douté avant d'être élu président en 2007. Je croyais qu'on pouvait avoir un leadership à cinq ou six pays. Très vite, je me suis rendu compte que cela ne fonctionnait pas et que l'entente franco-allemande était indispensable. C'est pourquoi je ne critiquerai pas Mme Merkel et la politique allemande. Mais ce qui m'a choqué, c'est de voir Mme Merkel négociant seule avec le gouvernement turc. Où était M. Hollande ? Où est passée la voix de la

France ? Quand Barack Obama vient en Europe, il rencontre en Allemagne la chancelière, après s'être arrêté au Royaume-Uni. La France -a-t-elle disparu de la carte diplomatique ? Quelle humiliation ! C'est moins le leadership de Mme Merkel que l'effacement de M. Hollande que je déplore.

Mme Merkel a-t-elle fait monter l'extrême droite avec sa politique d'accueil des réfugiés ?

On voit partout la montée de l'extrême droite en Europe. Ce n'est pas nous, Français, qui allons donner des leçons. Mais il y a une différence entre le discours et la réalité allemande. Certaines expressions de la chancelière ont pu laisser penser que l'Allemagne sous-estimait le problème, alors que Donald Tusk - *le président du Conseil européen* - dans le même temps m'indiquait que ce n'était pas moins de 10 millions de personnes qui s'étaient mises en marche en direction de l'Europe. Mais force est de reconnaître que derrière le discours, le durcissement des règles allemandes est très fort. Ce fut pour moi un réel soulagement que de le constater.

En attendant, l'extrême droite pourrait remporter la présidentielle en Autriche, le 22 mai.

La situation en Autriche est très préoccupante. Dans ce pays, dont la capitale, Vienne, fut le centre culturel de l'Europe il y a près d'un siècle, les partis de gouvernement font 11 % des voix et l'extrême droite, 35 %. Laquelle va affronter un écologiste au second tour de la présidentielle ! L'Autriche paie l'échec des grandes

coalitions qu'aiment tant les élites : quand il n'y a plus ni gauche ni droite, quand il n'y a plus de débat, vous laissez un espace immense aux extrêmes. C'est une méconnaissance complète des ressorts de la démocratie, qui nécessite un débat vif et parfois frontal. En France, cela fait vingt-cinq ans qu'on ne peut pas discuter d'immigration sans être traité de raciste, d'islam sans être traité d'islamophobe, d'Europe sans être traité d'europhobe. Ce qui se passe en Autriche pourrait arriver en France.

Vous n'excluez pas une victoire du FN à la présidentielle ?

Je dis qu'une des raisons pour lesquelles je suis revenu dans la vie politique, c'était qu'après l'affrontement Fillon-Copé, la voix de l'opposition était atone, ce qui laissait au FN un monopole face à la politique de François Hollande.

Au-delà de l'Autriche, vivons-nous une rupture de valeurs avec l'Europe centrale, incarnée par la démocratie « illibérale » de Viktor Orbán en Hongrie ?

Je conteste votre interprétation. M. Orbán n'a pas été exclu du PPE et, à ma connaissance, il a toujours respecté le verdict des urnes. Il a gagné à trois reprises et a été battu une fois, ce qui n'est pas la marque d'une dictature.

La commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe, a émis des réserves sur la nouvelle Constitution...

On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de démocratie en Hongrie. C'est le travers des élites françaises que de vouloir donner des leçons au monde en-

tier. Quant à la Pologne, j'ai vu les frères Kaczynski au pouvoir. Ils ont respecté les règles européennes et quand ils ont été battus, ils sont partis. Après cinquante ans de joug communiste, ces pays sont des démocraties qui fonctionnent, subissant une pression migratoire extrêmement forte. Préférez-vous qu'on recrée un mur de Berlin ?

Le 23 juin, les Britanniques votent sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne (UE). Que faire en cas de « Brexit » ?

Je suis totalement opposé à la sortie du Royaume-Uni de l'Europe. Le pire serait le Brexit et l'adhésion de la Turquie : on aurait fait le grand chelem de l'erreur ! Mais, Brexit ou pas, il faudra dans tous les cas de figure refonder profondément le projet européen et cela passera par un traité dont la France doit être à l'initiative dès l'été 2017.

Qu'y aura-t-il de nouveau dans ce nouveau traité ?

La priorité sera de poser les bases d'un Schengen 2 car Schengen 1 est mort. Je propose que soit créé un euro-Schengen, c'est-à-dire un gouvernement de Schengen composé des ministres de l'intérieur des pays membres, avec un président stable, qui aurait autorité sur Frontex. La liberté de circulation des extra-communautaires ne doit plus être permise dans l'UE tant que Schengen 2 ne sera pas adopté. Adhérer à Schengen 2 supposera l'adoption préalable d'une politique d'immigration commune, avec une harmonisation des prestations sociales accordées aux demandeurs d'asile. Au-delà de ces derniers, tout nouvel entrant dans l'UE ne pourra pas toucher d'allocation sociale avant un délai de cinq ans. Chaque pays devra aussi

disposer de la même liste de « pays sûrs ». Ce n'est qu'une fois que nous aurons atteint cette harmonisation que nous pourrons nous passer de frontières intérieures à l'Europe.

En quoi ce nouveau traité permettrait-il de faire face à la crise des réfugiés ?

Je suis fermement opposé à la politique de quotas. C'est une erreur d'installer des « hot spots » - *centres de traitement des demandes d'asile* - à l'intérieur de l'Europe car il est dans ce cas-là trop tard, les réfugiés ayant déjà traversé la Méditerranée. Ces hot spots doivent être installés au sud de la Méditerranée et financés par l'Europe. Les dossiers des demandeurs d'asile y seront étudiés et les pays qui n'accepteraient pas la présence sur leur territoire de hot spots pourraient se voir refuser des visas.

Si vous plaidez pour la présence de hot spots à l'extérieur de l'Europe, pourquoi condamnez-vous l'accord avec la Turquie ?

Ce n'est pas le fait d'avoir des hot spots en Turquie que je conteste dans cet accord, c'est la suppression des visas, irresponsable dans le climat sécuritaire actuel, et la relance des négociations d'adhésion, incompréhensible compte tenu de l'évolution du pouvoir turc sur les libertés publiques.

Que faire pour renforcer la zone euro et plus largement l'Union européenne à 28 ?

La France et l'Allemagne doivent assurer le leadership de la zone euro. Il faut un vrai gouvernement économique, avec la création d'un directeur du Trésor européen et un Fonds monétaire européen. Je ne comprends pas que le FMI soit toujours présent dans la zone euro. En ce qui concerne l'UE à 28, elle s'occupe de

trop de domaines et doit se concentrer sur le fonctionnement du marché intérieur et d'une dizaine de politiques prioritaires (agriculture, énergie, commerce...). Tout le reste doit être rendu à la souveraineté des Etats.

Vous engagez-vous à respecter les règles européennes, qui prévoient 3 % de déficit ?

La France ne peut pas s'exonérer des règles qu'elle a elle-même votées. Mais il faut faire attention à la manière dont on respecte le 3 %. S'il s'agit de réduire les déficits en augmentant les impôts, il en est hors de question, le remède serait pire que le mal. Ce qui compte, ce sont les réformes que l'on met en place pour réduire les dépenses.

Approuvez-vous l'idée d'un référendum sur l'Europe avancée par Bruno Le Maire ?

Le référendum est un instrument particulièrement utile pour s'assurer de l'accord du peuple souverain. Mais la question doit être binaire, afin que l'on puisse y répondre par oui ou par non. La monnaie unique à la place du franc, le service militaire supprimé ou conservé... En revanche, je ne crois pas que le référendum soit la meilleure façon de répondre à des questions si complexes portant sur la refondation de l'Europe, qui sont de la compétence de la représentation parlementaire. Les procédures juridiques sont secondaires mais toutes nécessiteront de passer au moins par un traité ratifié par les Parlements nationaux. Il faut d'abord être fort sur le fond.

Propos recueillis par, Alexandre Lemarié, Arnaud Leparmentier, et Thomas Wieder ■



« Ce qui est en cause, c'est le mensonge originel de 2012 »

Que dites-vous aux électeurs de Mme Le Pen qui partagent ses idées sur l'Europe ?

« Ne jetez pas l'Europe avec l'eau du bain ! » L'Europe est un acquis et une chance. Certes, l'Europe actuelle n'est pas celle que nous voulons ; c'est bien pourquoi il faut la refonder. Pour ma part, Européen je suis, Européen je reste.

« Je ferai une campagne résolument proeuropéenne », promet Alain Juppé. Diriez-vous la même chose ?

Je ne sais pas ce que ça veut dire, une campagne « proeuropéenne ». Si c'est pour rester assis sur sa chaise et crier « Europe ! Europe ! Europe ! », ne comptez pas sur moi. Ce qui compte, c'est de mettre du contenu et du concret.

Sous la pression du FN et d'une partie de la droite, le maire PS de Verdun a annulé le concert de

Black M prévu le 29 mai pour le centenaire de la bataille. A-t-il eu raison de céder ?

Beaucoup de Français ne votant pas FN ont été profondément choqués qu'on invite à une commémoration nationale un chanteur qui a insulté dans ses textes la France et a tenu des propos homophobes et antisémites, même s'il s'en est excusé. Je suis contre la censure, mais je demande un peu de réflexion : ce n'était à l'évidence pas une bonne idée que d'inviter un chanteur pouvant prêter à polémique pour une telle commémoration, qui doit être un moment solennel de rassemblement, de dignité et de recueillement.

François Hollande a-t-il perdu l'élection présidentielle ?

La vie politique n'est faite que de surprises et de redressements spectaculaires. Bien malin celui qui peut dire comment les choses vont se passer.

Un peu d'humilité ne messied pas en la matière. Cela vaut pour les acteurs comme pour les commentateurs.

La mobilisation contre la « loi travail » se poursuit cette semaine. Appelez-vous les Français à manifester contre le gouvernement ?

Je n'encourage pas Nuit debout, ça, c'est sûr. Ce n'est pas la loi El Khomri qui est en cause : elle dit si peu de choses... Ce qui est en cause, c'est le mensonge originel de 2012 : à quel moment M. Hollande a-t-il dit à ses électeurs, aux parlementaires et aux syndicats qui le soutenaient qu'il modifierait le code du travail ? Jamais. Tout le problème est là : dans le sentiment justifié qu'ont tant d'électeurs d'avoir été trompés.

Propos recueillis par Al. Le., Ar. Le. et T.W. ■



Nicolas Sarkozy passe à l'offensive sur l'Europe

L'ex-chef de l'Etat propose un « euro-Schengen ». Il cherche à se différencier de ses rivaux à droite.

A droite, la campagne officielle pour la primaire n'est pas encore ouverte mais l'avant-match est déjà bien engagé. Avec des offensives et contre-offensives sur tous les fronts, des règles de la primaire aux projets de chacun. A la tête des Républicains, Nicolas Sarkozy tente ainsi chaque semaine à l'occasion des conventions thématiques du parti - comme ce mercredi sur l'Europe - de mener l'offensive. Sur le terrain des propositions quand ses soutiens annoncent pour cet automne une campagne transgressive - « il gagnera en sortant du cadre », avance un proche - et, compétition oblige, sur celui des coups de griffe à ses rivaux.

Aussi, au moment où François Hollande repart en campagne, l'ex-chef de l'Etat fustige, dans un entretien au « Monde », son « effacement » au niveau européen. Nicolas Sarkozy propose que le débat sur le Brexit soit au contraire « une opportunité pour refonder l'Europe », par « un traité dont la France doit être à l'initiative, dès l'été 2017 ». Et la « priorité » pour ce traité doit être selon lui de « poser les bases d'un Schengen 2 ». Il propose la création d'un « euro-Schengen », c'est-à-dire d'un « gouvernement de Schengen », avec les ministres de l'Intérieur des pays membres et un « président stable, qui aurait autorité sur Frontex », l'agence européenne chargée des frontières extérieures de l'Union européenne. Nicolas Sarkozy va aussi beaucoup plus loin en prévoyant d'interdire la

libre circulation des extracommunautaires au sein de l'Union, dans l'attente d'un nouveau traité, un « Schengen 2 », qui impliquerait une « politique d'immigration commune » et notamment une « harmonisation des prestations sociales » pour les demandeurs d'asile. Il souhaite que les nouveaux entrants ne puissent toucher « aucune allocation sociale » pendant cinq ans. Lui qui assure être « fermement opposé à la politique des quotas » va jusqu'à s'opposer à ce que les « hot spots », ces centres de traitement des demandes d'asile, soient installés en Europe, mais propose qu'ils le soient « au sud de la Méditerranée ».

Quant au volet économique, Nicolas Sarkozy réitère sa proposition d'un « gouvernement économique » de la zone euro, avec un « secrétaire général » qui serait un « directeur du Trésor européen ». Il redit aussi que l'Union doit s'en tenir à quelques politiques prioritaires (commerce, énergie, agriculture) et que le reste - sans préciser - doit être « rendu à la souveraineté » des Etats.

Ce faisant, Nicolas Sarkozy annonce la couleur de sa campagne dans laquelle les thèmes de l'immigration, l'identité, la souveraineté devraient être majeurs mais se différencie aussi de ses rivaux, et notamment d'Alain Juppé. Ce dernier reconnaissait dans « Les Echos » qu'il faudrait de nouvelles délégations de souveraineté à l'Europe, ou mettait en garde, dans

une tribune dans « Le Monde », face aux « tentations nationalistes ».

Le Maire et Juppé taclés

Nicolas Sarkozy, lui, va jusqu'à défendre la Hongrie de Victor Orban ou la Pologne dirigée par le parti conservateur et nationaliste Droit et Justice, comme « des démocraties qui fonctionnent ». Il voit dans la montée de l'extrême droite en Autriche « l'échec des grandes coalitions qu'aiment tant les élites ». Une pique au maire de Bordeaux qui a plusieurs fois parlé de « couper les deux bouts de l'omelette pour que les gens raisonnables gouvernent ensemble ». Nicolas Sarkozy l'attaque d'ailleurs sur sa volonté de faire une « campagne pro-européenne ». « Si c'est pour rester assis sur sa chaise et crier Europe ! Europe ! Europe », ne comptez pas sur moi », cingle-t-il. Il n'oublie pas, non plus, de tacler la proposition de Bruno Le Maire d'un référendum sur l'Europe, lâchant, sur le sujet, qu'il « faut d'abord être fort sur le fond » ... Et puis, interrogé sur François Hollande et 2017, Nicolas Sarkozy déclare que « la vie politique n'est faite que de surprises et de redressements spectaculaires ». Une réponse en miroir pour faire mentir les sondages et prévenir ceux qui voudraient l'enterrer que la campagne ne fait que commencer. ■

par Isabelle Ficek



Primaire : sortie de crise

Après deux semaines de tensions sur le vote à la primaire des Français de l'étranger, le bureau politique des Républicains, dans une ambiance tendue, a adopté mardi soir à l'unanimité des 84 votants le compromis proposé par Thierry Solère, président de la commission d'organisation de la primaire, et validé par la Haute Autorité, instance in-

dépendante. Il prévoit un système mixte avec un vote papier des expatriés là où cela sera possible et ailleurs (zones où cela est matériellement impossible ou interdit par le pays), un vote électronique. Derrière ce coup de chaud entre Nicolas Sarkozy et ses concurrents, se jouait aussi « une épreuve de force indirecte entre la Haute Autorité et le parti.

Est-ce que l'arbitre subit le parti ou le parti, l'arbitre ? », analyse un participant. Ce mardi, la prééminence de la Haute Autorité sur le bureau politique pour contrôler et organiser la primaire avec la Commission Solère a été réaffirmée, selon plusieurs participants. ■

par Isabelle Ficek

